

ASSEMBLÉE NATIONALE

28 juillet 2007

CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC - (n° 101)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 141

présenté par

M. Vidalies, M. Brottes, M. Mallot, M. Destot, M. Dolez, M. Bono,
Mme Lepetit, M. Eckert, Mme Coutelle, M. Gille, M. Viollet, M. Duron,
M. Charasse, M. Deguilhem, M. Françaix, M. Giacobbi, M. Gorce, M. Goua,
M. Grellier, M. Issindou, M. Letchimy, M. Néri, M. Le Bouillonec, Mme Iborra,
et les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

ARTICLE 5

Dans la première phrase de l'alinéa 5 de cet article, supprimer les mots :

« au plus tard quarante-huit heures »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette précision contraignante a manifestement pour vocation de dissuader les salariés de faire grève, notamment dans les entreprises dans lesquelles le fait syndical et la pratique de la démocratie sociale sont encore absents.